

## INSTRUCTION

N° 02-092-A-M du 18 novembre 2002

NOR : BUD R 02 00092 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

### RECOUVREMENT CONTENTIEUX

#### ANALYSE

Solde bancaire insaisissable

Date d'application : 14/11/2002

#### MOTS-CLÉS

RECOUVREMENT ; COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ; SAISIE ; AVIS À TIERS DÉTENTEUR ;  
SAISIE ATTRIBUTION ; OPPOSITION ADMINISTRATIVE ; SOLDE ; COMPTE COURANT

#### DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

#### DOCUMENTS À ABROGER

Néant

#### DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TPGR	TPG	DOM	TGAP	TGE	RF	T	HTP				

#### DIFFUSION

GT 50

*DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE*

*4<sup>ème</sup> Sous-direction - Bureaux 4B-4A*

*6<sup>ème</sup> Sous-direction - Bureaux 6C-6B*

## SOMMAIRE

<b>1. MISE EN PLACE DU DISPOSITIF D'ACCÈS URGENT À UNE SOMME À CARACTÈRE ALIMENTAIRE.....</b>	<b>3</b>
1.1. Maintien de la réglementation actuelle.....	3
1.2. Présentation du dispositif.....	3
<b>2. CHAMP D'APPLICATION DE CE DISPOSITIF .....</b>	<b>4</b>
2.1. Débiteurs concernés.....	4
2.2. Saisies concernées .....	4
<b>3. MODALITÉS DE MISE À DISPOSITION DU SOLDE BANCAIRE INSAISSISSABLE .....</b>	<b>4</b>
3.1. Demande préalable du débiteur.....	4
3.2. Conditions de recevabilité de la demande .....	4
3.2.1. Absence de demande antérieure .....	4
3.2.2. Condition de délai.....	4
3.2.3. Exigence d'un solde bancaire créditeur .....	5
3.3. Versement du solde bancaire insaisissable .....	5
3.4. Modalités d'imputation du montant du solde bancaire insaisissable .....	5
3.4.1. Imputation du solde bancaire insaisissable sur le montant des autres créances insaisissables présentes sur le compte de dépôt.....	5
3.4.2. Imputation du solde bancaire insaisissable sur le solde saisi-attribué.....	5
<b>4. CONSÉQUENCES PRATIQUES POUR LES COMPTABLES ET LES HUISSIERS DU TRÉSOR PUBLIC.....</b>	<b>6</b>
4.1. Insertion d'un formulaire dans toute dénonciation d'une saisie ou d'un avis a tiers détenteur sur compte bancaire.....	6
4.1.1. Utilisation d'imprimés de poursuites à jour de la réglementation sur le solde bancaire insaisissable.....	6
4.1.2. Utilisation d'anciens imprimés de poursuites non mis à jour de la réglementation sur le solde bancaire insaisissable .....	6
4.2. Sanctions à l'encontre du débiteur .....	6

## LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Décret n° 2002-1150 du 11 septembre 2002 .....	8
ANNEXE N° 2 : Arrêté du 11 septembre 2002.....	10
ANNEXE N° 3 : Formulaire de mise à disposition du solde bancaire insaisissable (Recto).....	11
ANNEXE N° 4 : Formulaire de mise à disposition du solde bancaire insaisissable (Verso).....	12

Le décret n° 2002-1150 du 11 septembre 2002 (cf. annexe 1), paru au Journal Officiel du 13 septembre 2002, a institué le dispositif d'accès urgent à une somme à caractère alimentaire figurant sur un compte saisi.

La présente instruction a pour objet d'exposer cette nouvelle réglementation ainsi que ses conséquences pratiques pour les comptables et les huissiers du Trésor public.

## **1. MISE EN PLACE DU DISPOSITIF D'ACCÈS URGENT À UNE SOMME À CARACTÈRE ALIMENTAIRE**

Le décret n° 2002-1150 du 11 septembre 2002 ne remet pas en cause la réglementation actuelle sur les saisies de comptes de dépôts. Il la complète, en fixant sur tout solde bancaire créditeur, une somme insaisissable d'un montant au moins égal au revenu minimum d'insertion pour un allocataire, et en dispensant le débiteur de toute démarche pour en obtenir le versement.

### **1.1. MAINTIEN DE LA RÉGLEMENTATION ACTUELLE**

Lors d'une saisie sur un compte bancaire, la totalité du solde de ce compte devient indisponible pendant un délai de 15 jours, nécessaire à l'établissement bancaire pour effectuer les opérations de régularisations lui permettant de déterminer le solde appréhendé par le créancier saisissant.

Le décret n° 92-755 du 31 juillet 1992 permet à tout débiteur faisant l'objet d'une saisie sur son compte bancaire d'obtenir la mise à disposition des sommes insaisissables sur présentation à l'établissement bancaire des justificatifs attestant de cette insaisissabilité.

- ☞ Lorsque ces sommes insaisissables proviennent de créances à échéance périodique (quotités insaisissables de la rémunération virée sur le compte, prestations familiales, RMI...), le débiteur peut en obtenir une mise à disposition immédiate.
- ☞ Dans le cas inverse, le débiteur en obtient la mise à disposition passé un délai de 15 jours (délai de régularisation des opérations en cours précité).

### **1.2. PRÉSENTATION DU DISPOSITIF**

L'objectif du dispositif instauré par le décret n° 2002-1150 du 11 septembre 2002 est de permettre à tout débiteur de faire face à ses besoins alimentaires, en le dispensant des démarches nécessaires à l'obtention des justificatifs exigés par la réglementation exposée ci-dessus.

Par conséquent, le solde bancaire insaisissable est alloué à toute personne faisant l'objet d'une saisie sur son compte bancaire sur simple demande déposée auprès de l'établissement bancaire tiers saisi.

Le solde bancaire insaisissable est de nature forfaitaire, d'un montant au plus égal au montant du revenu minimum d'insertion pour un allocataire.

La réglementation actuelle n'étant pas remise en cause, un débiteur peut toujours, muni cette fois des justificatifs nécessaires, solliciter ultérieurement auprès de la banque le versement des sommes insaisissables présentes sur son compte. Toutefois, le « forfait d'urgence » dont il a d'ores et déjà bénéficié sera déduit du montant des créances insaisissables réclamées.

De même, si le débiteur a obtenu dans un premier temps la mise à disposition immédiate d'une créance insaisissable présente sur son compte, il ne se trouve plus dans une situation d'urgence alimentaire. Par conséquent, il ne pourra prétendre au versement du solde bancaire insaisissable que si la somme qui lui a été versée est inférieure au montant du revenu minimum d'insertion pour un allocataire.

## 2. CHAMP D'APPLICATION DE CE DISPOSITIF

Il est applicable à toutes les saisies sur compte bancaire effectuées à l'encontre d'une personne physique, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2002.

### 2.1. DÉBITEURS CONCERNÉS

Tout débiteur, personne physique, peut solliciter le bénéfice du solde bancaire insaisissable.

Une personne morale ne peut prétendre au versement du solde bancaire insaisissable compte tenu de sa nature alimentaire.

### 2.2. SAISIES CONCERNÉES

Tous les avis à tiers détenteurs, oppositions administratives, saisies-attributions, et saisies conservatoires de créances signifiés auprès d'un établissement habilité à détenir des comptes de dépôts sont concernés par le dispositif d'accès urgent à une somme à caractère alimentaire.

## 3. MODALITÉS DE MISE À DISPOSITION DU SOLDE BANCAIRE INSAISSISSABLE

Pour obtenir le solde bancaire insaisissable, le débiteur doit effectuer une démarche auprès de l'établissement tiers saisi ; lequel examinera la recevabilité de sa demande.

### 3.1. DEMANDE PRÉALABLE DU DÉBITEUR

Pour bénéficier du solde bancaire insaisissable, le débiteur doit en faire expressément la demande auprès de l'établissement bancaire.

La demande doit être effectuée au moyen d'un formulaire dont le modèle a été fixé par arrêté du 11 septembre 2002 (cf. annexe 2).

Ce formulaire doit être joint à l'acte de dénonciation de la saisie signifié au débiteur ou du volet de l'avis à tiers détenteur qui lui est notifié. Il est également disponible au guichet de l'établissement tiers saisi.

☞ En cas de pluralité de comptes, le débiteur ne peut solliciter la mise à disposition du solde bancaire insaisissable que sur un seul compte.

### 3.2. CONDITIONS DE RECEVABILITÉ DE LA DEMANDE

#### 3.2.1. Absence de demande antérieure

Le débiteur ne peut présenter qu'une seule demande de mise à disposition du solde bancaire insaisissable par saisie.

En cas de nouvelle saisie, une nouvelle demande pourra être formulée si un délai d'un mois s'est écoulé depuis la précédente demande.

En cas de pluralité de titulaires d'un compte, les co-titulaires ne peuvent présenter qu'une seule demande.

#### 3.2.2. Condition de délai

La demande doit être effectuée dans un délai de 15 jours à compter de la date de signification de la saisie auprès de l'établissement bancaire.

### **3.2.3. Exigence d'un solde bancaire créditeur**

Le montant du solde bancaire insaisissable ne sera versé par l'établissement bancaire au débiteur qui en fait la demande que si le solde de son compte bancaire est crédité, au jour de la réception de la demande, d'un montant au moins équivalent.

### **3.3. VERSEMENT DU SOLDE BANCAIRE INSAISSISSABLE**

Le solde bancaire insaisissable est versé immédiatement, sans que le débiteur ait à fournir le moindre justificatif attestant du caractère alimentaire de cette somme.

Le montant du solde bancaire insaisissable est égal au plus au montant du revenu minimum d'insertion pour un allocataire.

Le débiteur peut solliciter le versement d'une somme d'un montant inférieur.

### **3.4. MODALITÉS D'IMPUTATION DU MONTANT DU SOLDE BANCAIRE INSAISSISSABLE**

#### **3.4.1. Imputation du solde bancaire insaisissable sur le montant des autres créances insaisissables présentes sur le compte de dépôt**

##### **3.4.1.1. Le débiteur demande dans un premier temps le versement du solde bancaire insaisissable**

Si le débiteur a sollicité le versement du solde bancaire insaisissable, il peut ultérieurement solliciter le déblocage des sommes insaisissables présentes sur son compte en remettant à l'établissement bancaire les justificatifs exigés par la réglementation actuelle.

Toutefois, le montant du solde bancaire insaisissable qui lui aura d'ores et déjà été versé viendra en déduction du montant des créances insaisissables dont il souhaite le versement.

##### **3.4.1.2. Le débiteur demande dans un premier temps le versement des créances insaisissables présentes sur son compte bancaire**

Si le débiteur a obtenu le versement d'une ou de plusieurs créances insaisissables présentes sur son compte, il peut solliciter ultérieurement le versement du solde bancaire insaisissable.

Toutefois, le montant des créances insaisissables qui lui aura d'ores et déjà été versé viendra en déduction du montant du solde bancaire insaisissable dont il souhaite le versement.

Ainsi, le solde bancaire insaisissable ne lui sera alloué que dans l'hypothèse où le montant des sommes insaisissables déjà versées est inférieur au montant du revenu minimum d'insertion pour un allocataire.

#### **3.4.2. Imputation du solde bancaire insaisissable sur le solde saisi-attribué**

L'établissement bancaire est tenu d'informer le comptable du versement du solde bancaire insaisissable en lui adressant une copie du formulaire de demande complété par le débiteur.

## **4. CONSÉQUENCES PRATIQUES POUR LES COMPTABLES ET LES HUISSIERS DU TRÉSOR PUBLIC**

### **4.1. INSERTION D'UN FORMULAIRE DANS TOUTE DÉNONCIATION D'UNE SAISIE OU D'UN AVIS A TIERS DÉTENTEUR SUR COMPTE BANCAIRE**

A compter du 1<sup>er</sup> décembre 2002, les comptables et les huissiers du Trésor sont tenus de joindre, à toute dénonciation d'une saisie ou d'un avis à tiers détenteur effectué sur un compte bancaire d'un débiteur, personne physique, le formulaire permettant à ce dernier de solliciter le versement du solde bancaire insaisissable.

Ce formulaire est disponible en téléchargement sur le site "Recettes Publiques" de Magellan (annexe 3).

#### **4.1.1. Utilisation d'imprimés de poursuites à jour de la réglementation sur le solde bancaire insaisissable**

En ce qui concerne les imprimés de saisie-attribution (P 756-40, P 756-41), de saisie-conservatoire de créances (P 708, P 709, P 709 bis) et d'avis à tiers détenteur (P 779, P 781, P 782) confectionnés par l'Imprimerie Nationale, leur mise à jour (réglementation, mentions exigées par les articles 58 et 236 du décret n° 92-755 du 31/07/1992) a été effectuée.

Ces nouveaux modèles d'imprimés seront livrés en fin d'année aux départements qui en ont fait la commande en février 2002.

Par ailleurs, le verso aménagé de l'imprimé de dénonciation d'une saisie-attribution confectionné par l'application Thémis est disponible sur le site "Recettes Publiques" de Magellan.

En outre, il conviendra de joindre désormais :

- au procès-verbal de dénonciation de saisie-attribution ( P756-41) ;
- au procès-verbal de dénonciation d'une saisie-conservatoire de créances (P 709 et P 709 bis) ;
- à l'avis de notification au débiteur d'un avis à tiers détenteur ( P779, P781 et P782) ;

le formulaire (recto simple) disponible en téléchargement sur le site "Recettes Publiques" de Magellan (cf. annexe 3).

#### **4.1.2. Utilisation d'anciens imprimés de poursuites non mis à jour de la réglementation sur le solde bancaire insaisissable**

Afin de permettre aux comptables et aux huissiers du Trésor d'utiliser les stocks d'imprimés de poursuites non mis à jour de la réglementation, le formulaire disponible sur le site "Recettes Publiques" devra être complété d'un verso reprenant toute la réglementation mise à jour, ainsi que les mentions exigées par le décret n° 2002-1150 du 11 septembre.

Le verso du formulaire est disponible en téléchargement sur le site "Recettes Publiques" de Magellan (cf. annexe 4).

### **4.2. SANCTIONS À L'ENCONTRE DU DÉBITEUR**

Au terme du délai de 15 jours nécessaire aux opérations de régularisation, l'établissement tiers saisi adresse au comptable un relevé des opérations venues affecter le solde bancaire appréhendé le jour de la saisie.

Si le débiteur a obtenu le versement du solde bancaire insaisissable, une copie du formulaire doit être jointe par l'établissement bancaire à ce relevé d'opérations.

En cas de non-respect des conditions de recevabilité de la demande de versement du solde bancaire insaisissable (demande formulée sur plusieurs comptes bancaires; demande renouvelée lors d'une même saisie....), le comptable devra apprécier l'opportunité, compte tenu de l'enjeu financier et de la nécessité de sanctionner le comportement répréhensible d'un débiteur :

- de porter plainte contre le débiteur pour détournement d'objets saisis ;
- d'effectuer un recours en dommages et intérêts à l'encontre du débiteur (article 1382 du code civil).

Par ailleurs, en cas de fautes ou de négligences répétées de l'établissement bancaire, sa mise en cause pourra également être envisagée, sous réserve de l'appréciation souveraine des juges, sur la base des articles 60 et 64 du décret n° 92-755 du 31 juillet 1992.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique  
LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 4<sup>ÈME</sup> SOUS-DIRECTION

HERVÉ GUILLOU

# ANNEXE N° 1 : Décret n° 2002-1150 du 11 septembre 2002

J.O n° 214 du 13 septembre 2002 page 15133

Décrets, arrêtés, circulaires  
Textes généraux  
Ministère de la justice

Décret n° 2002-1150 du 11 septembre 2002 instituant un dispositif d'accès urgent aux sommes à caractère alimentaire figurant sur un compte saisi et modifiant le décret n° 92-755 du 31 juillet 1992

NOR: JUSC0220270D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,

Vu la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 modifiée portant réforme des procédures civiles d'exécution ;

Vu le décret n° 92-755 du 31 juillet 1992 modifié instituant de nouvelles règles relatives aux procédures civiles d'exécution pour l'application de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

Art.1 - Le décret du 31 juillet 1992 susvisé est modifié conformément aux articles 2 à 13 du présent décret.

Art. 2 - Les articles 45, 46 et 47 deviennent respectivement les articles 47, 47-1 et 45.

Art. 3 - L'article 44 est modifié ainsi qu'il suit :

I. - Le deuxième alinéa est remplacé par un alinéa ainsi rédigé :

« Les créances insaisissables sont mises à disposition du titulaire du compte par le tiers saisi dans les conditions indiquées aux articles suivants. »

II. - Le dernier alinéa devient l'article 47-2.

Art. 4 - Après l'article 45, il est inséré un article 46 ainsi rédigé :

« Art. 46. - Lorsqu'un compte a fait l'objet d'une saisie, son titulaire peut demander au tiers saisi la mise à disposition immédiate, dans la limite du solde créditeur du compte au jour de réception de la demande, d'une somme à caractère alimentaire d'un montant au plus égal à celui du revenu mensuel minimum d'insertion pour un allocataire.

« La demande doit être présentée dans les quinze jours suivant la saisie.

« En cas de pluralité de comptes, la demande ne peut être présentée que sur un seul compte.

« En cas de pluralité de titulaires d'un compte, le ou les co-titulaires ne peuvent présenter qu'une seule demande.

« Il ne peut être présentée qu'une seule demande pour une même saisie.

« Une autre demande peut être formée en cas de nouvelle saisie à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la précédente demande. »

Art. 5 - Après l'article 46, il est inséré un article 46-1 ainsi rédigé :

« Art. 46-1. - La demande est présentée au moyen d'un formulaire dont le modèle est fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'économie et du ministre de la justice. Ce formulaire est annexé à l'acte de dénonciation de la saisie au débiteur. Il peut également être mis à disposition du titulaire du compte, sur sa demande, par le tiers saisi.

« Une copie de la demande est adressée par le tiers saisi au créancier saisissant. »

Art. 6 - Au premier alinéa de l'article 47, après les mots : « le titulaire du compte peut » et les mots : « dernier versement », sont ajoutés respectivement les mots : « , sur justification de l'origine des sommes, » et les mots : « de la créance insaisissable ».

Art. 7 - Au premier alinéa de l'article 47-1, après les mots : "le titulaire du compte peut", sont ajoutés les mots : ", sur :, sur justification de l'origine des sommes,".

Art. 8 - L'article 47-2, après les mots : « La demande », sont insérés les mots : « de mise à disposition de sommes insaisissables ».



## ANNEXE N° 1 (suite et fin)

Art. 9 – Après l'article 47-2, il est inséré un article 47-3 ainsi rédigé :

« Art. 47-3. – Les sommes à caractère alimentaire mises à disposition du titulaire du compte en application des articles 45 et 46 viennent en déduction du montant des créances insaisissables dont le versement pourrait ultérieurement soit être demandé par le titulaire du compte en application des articles 47 et 47-1, soit obtenu par celui-ci en application de l'article 43.

« Les sommes insaisissables mises à disposition du titulaire du compte en application des articles 45, 47 ou 47-1 viennent en déduction du montant dont le versement pourrait être demandé ultérieurement en application de l'article 46. »

Art. 10 - Après l'article 47-3, il est inséré un article 47-4 ainsi rédigé :

« Art. 47-4. - Sans préjudice des sanctions pénales éventuellement encourues, le titulaire du compte qui se ferait remettre, dans le mois suivant la saisie, un montant supérieur à celui qui peut être mis à sa disposition en application des articles qui précèdent peut être condamné, à la demande du créancier, à restituer les sommes indûment perçues et à des dommages et intérêts. »

Art.11 - A l'article 49, le nombre : « 45 » est remplacé par le nombre : « 47 ».

Art. 12 - A l'article 58, il est inséré un 4° ainsi rédigé :

« 4° L'indication, en cas de saisie de compte, que le titulaire du compte peut demander au tiers saisi, dans les 15 jours suivant la saisie, la mise à disposition d'une somme d'un montant au plus égal au revenu minimum d'insertion pour un allocataire, dans la limite du solde créditeur du compte au jour de la réception de la demande. »

Art. 13 - A l'article 236, il est inséré un 6° ainsi rédigé :

« 6° L'indication, en cas de saisie de compte, que le titulaire du compte peut demander au tiers saisi, dans les 15 jours suivant la saisie, la mise à disposition d'une somme d'un montant au plus égal au revenu minimum d'insertion pour un allocataire, dans la limite du solde créditeur du compte au jour de la réception de la demande. »

Art.14 - Le présent décret entrera en vigueur le premier jour du troisième mois suivant sa publication au Journal officiel de la République française.

Art. 15 - Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 11 septembre 2002.

Jean-Pierre Raffarin

Par le Premier ministre :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Dominique Perben

Le ministre de l'économie,  
des finances et de l'industrie,

Francis Mer

## ANNEXE N° 2 : Arrêté du 11 septembre 2002

J.O n° 214 du 13 septembre 2002 page 15134

Décrets, arrêtés, circulaires  
Textes généraux

Ministère de la justice

Arrêté du 11 septembre 2002 fixant le modèle du formulaire de demande de mise à disposition de sommes à caractère alimentaire figurant sur un compte saisi,  
pris en application de l'article 46-1 du décret n° 92-755 du 31 juillet 1992  
instituant de nouvelles règles relatives aux procédures civiles d'exécution

NOR: JUSC0220292A

Par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie en date du 11 septembre 2002, les demandes de mise à disposition de sommes à caractère alimentaire formulées en application de l'article 46 du décret n° 92-755 du 31 juillet 1992 modifié instituant de nouvelles règles relatives aux procédures civiles d'exécution seront présentées selon le modèle reproduit en annexe.

A N N E X E  
DEMANDE DE MISE À DISPOSITION D'UNE SOMME  
À CARACTÈRE ALIMENTAIRE EN CAS DE SAISIE DE COMPTE  
(Art. 46 du décret n° 92-755 du 31 juillet 1992 modifié)

Je soussigné(e) :

Nom : Prénom :

Domicile :

reconnais avoir été informé(e) que :

- je peux obtenir immédiatement, et en une seule fois, une somme qu'il m'appartient de fixer mais qui ne peut dépasser ni le montant du revenu minimum d'insertion prévu pour un allocataire, ni le solde créditeur de mon compte au jour de la réception de ma demande ;

- sous peine de rejet, ma demande doit être présentée auprès de l'établissement qui tient mon compte dans les quinze jours suivant la saisie dont mon compte a fait l'objet ;

- le retrait de la somme peut entraîner le rejet des paiements, notamment par chèque ou carte de crédit, effectués avant la saisie, si la somme que je laisse sur mon compte est insuffisante ; ce rejet peut entraîner des frais, des pénalités, voire une interdiction d'émettre des chèques ;

- je peux faire une nouvelle demande pour retirer les allocations familiales ou autres sommes insaisissables qui sont actuellement bloquées, sur présentation des justificatifs nécessaires, mais la somme que je demande aujourd'hui sera déduite de ces montants ;

- en cas de pluralité de comptes, la demande ne peut être présentée que sur un seul compte ;

- une seule demande peut être présentée quel que soit le nombre de titulaires du compte ;

- en cas de nouvelle saisie, je pourrai formuler une nouvelle demande si un délai d'un mois s'est écoulé depuis ma précédente demande de mise à disposition ;

- toute fraude peut entraîner des poursuites civiles et pénales.

J'atteste sur l'honneur n'avoir pas formulé de demande similaire sur un autre compte.

En conséquence, je demande le retrait, ou la mise à disposition (\*), sur mon compte n° ouvert auprès de  
de la somme de : EUR

Fait le

Signature

(\*) Rayer la mention inutile.

A compléter par l'établissement teneur de compte :

Montant au crédit du compte ci-dessus désigné au jour de la demande : EUR

Montant remis ou mis à disposition du titulaire du compte : EUR

Signature et cachet

## ANNEXE N° 3 : Formulaire de mise à disposition du solde bancaire insaisissable (Recto)



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## FORMULAIRE

de demande de mise à disposition d'une somme à caractère alimentaire  
en cas de saisie de compte

(Article 46 du décret n° 92-755 du 31 juillet 1992 modifié)

Je soussigné(e) :

Nom :

Prénom :

Domicile :

reconnais avoir été informé(e) que :

- je peux obtenir immédiatement, et en une seule fois, une somme qu'il m'appartient de fixer mais qui ne peut dépasser ni le montant du revenu minimum d'insertion prévu pour un allocataire, ni le solde créditeur de mon compte au jour de la réception de ma demande ;
- sous peine de rejet, ma demande doit être présentée auprès de l'établissement qui tient mon compte dans les quinze jours suivant la saisie dont mon compte a fait l'objet ;
- le retrait de la somme peut entraîner le rejet des paiements, notamment par chèque ou carte de crédit, effectués avant la saisie, si la somme que je laisse sur mon compte est insuffisante ; ce rejet peut entraîner des frais, des pénalités, voire une interdiction d'émettre des chèques ;
- je peux faire une nouvelle demande pour retirer les allocations familiales ou autres sommes insaisissables qui sont actuellement bloquées, sur présentation des justificatifs nécessaires, mais la somme que je demande aujourd'hui sera déduite de ces montants ;
- en cas de pluralité de comptes, la demande ne peut être présentée que sur un seul compte ;
- une seule demande peut être présentée quel que soit le nombre de titulaires de compte ;
- en cas de nouvelle saisie, je pourrai formuler une nouvelle demande si un délai d'un mois s'est écoulé depuis ma précédente demande de mise à disposition ;
- toute fraude peut entraîner des poursuites civiles et pénales.

*J'atteste sur l'honneur n'avoir pas formulé de demande similaire sur un autre compte.*En conséquence, je demande le retrait, ou la mise à disposition<sup>(\*)</sup>, sur mon compte n°..... ouvert  
auprès de ..... de la somme de : ..... euros.

Fait le

Signature

<sup>(\*)</sup> Rayer la mention inutile.

A compléter par l'établissement teneur de compte :

Montant au crédit du compte ci-dessus désigné au jour de la demande : ..... euros

Montant remis ou mis à disposition du titulaire du compte : ..... euros

Signature et cachet



## ANNEXE N° 4 : Formulaire de mise à disposition du solde bancaire insaisissable (Verso)

Décret n° 92-755 en date du 31 juillet 1992 instituant de nouvelles règles relatives aux procédures civiles d'exécution pour l'application de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution modifié par le décret n° 2002-1150 du 11 septembre 2002.

Art. 44 - Lorsqu'un compte est crédité du montant d'une créance insaisissable en tout ou partie, l'insaisissabilité se reporte à due concurrence sur le solde du compte.

Les créances insaisissables sont mises à disposition du titulaire du compte par le tiers saisi dans les conditions indiquées aux articles suivants.

Art. 45 - Lorsqu'un compte alimenté par des rémunérations du travail fait l'objet d'une procédure de paiement direct sur le fondement de la loi du 2 janvier 1973 relative au paiement direct de la pension alimentaire, le tiers saisi laisse en toute hypothèse à la disposition du débiteur, sans qu'aucune demande soit nécessaire la somme fixée à l'article R. 145-3 du Code du travail en application de l'article L. 145-4 du même code.

En cas de pluralité de comptes, cette somme est imputée sur un seul d'entre eux.

Art. 46 - Lorsqu'un compte fait l'objet d'une saisie, son titulaire peut demander au tiers saisi la mise à disposition immédiate, dans la limite du solde créditeur du compte au jour de réception de la demande, d'une somme à caractère alimentaire d'un montant égal à celui du revenu minimum d'insertion pour un allocataire.

La demande doit être présentée dans les quinze jours suivant la saisie.

En cas de pluralité de comptes, la demande ne peut être présentée que sur un seul compte.

En cas de pluralité de titulaires d'un compte, le ou les co-titulaires ne peuvent présenter qu'une seule demande.

Il ne peut être présentée qu'une seule demande pour une même saisie.

Une autre demande peut être formée en cas de nouvelle saisie à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la précédente demande.

Art. 46-1 - La demande est présentée au moyen d'un formulaire dont le modèle est fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'économie et du ministre de la justice. Ce formulaire est annexé à l'acte de dénonciation de la saisie au débiteur. Il peut également être mis à disposition du titulaire du compte, sur sa demande, par le tiers saisi.

Une copie de la demande est adressée par le tiers saisi au créancier saisissant.

Art. 47 - Lorsque les sommes insaisissables proviennent de créances à échéances périodique, telle que rémunérations du travail, pensions de retraite, sommes payées à titre d'allocations familiales ou d'indemnités de chômage, le titulaire du compte peut, sur justification de l'origine des sommes, en demander la mise à disposition immédiate, déduction faite des opérations venues en débit du compte depuis le dernier versement de la créance insaisissable.

Si, à l'expiration du délai de quinze jours prévu à l'article 47 de la loi du 9 juillet 1991 pour la régularisation des opérations en cours, le montant des sommes demandées par le débiteur en raison de leur insaisissabilité excède le solde qui demeure disponible au compte, le complément est prélevé sur les sommes indisponibles à ce jour. Le tiers saisi informe le créancier au moment de sa demande de paiement ; à peine d'irrecevabilité, ce dernier dispose d'un délai de quinze jours pour contester cette imputation.

Art. 47-1 - Lorsque les sommes insaisissables proviennent d'une créance à échéance non périodique, le titulaire du compte peut, sur justification de l'origine des sommes, demander que soit laissé à sa disposition le montant de celles-ci, déduction faite des sommes venues en débit du compte depuis le jour où le créance y a été inscrite.

La mise à disposition ne peut avoir lieu avant l'expiration du délai de quinze jours pour la régularisation des opérations en cours. Si à cette date le solde disponible au compte n'est pas suffisant pour mettre à la disposition de son titulaire l'intégralité des sommes demandées par lui à raison de leur insaisissabilité, le complément est retenu par le tiers saisi sur les sommes indisponibles à la même date. Le tiers saisi informe le créancier de cette retenue au moment de sa demande en paiement.

Les sommes ainsi retenues sont mises à la disposition du titulaire du compte si le créancier saisissant déclare ne pas s'y opposer ou s'il n'élève aucune contestation dans les quinze jours qui suivent sa demande en paiement. A tout moment, le titulaire du compte peut saisir le juge de l'exécution pour lui demander, le créancier entendu ou appelé, la mise à disposition des sommes retenues sur justification de leur caractère insaisissable.

Art. 47-2 - La demande de mise à disposition de sommes insaisissables doit être présentée avant que le créancier saisissant n'ait demandé le paiement des sommes saisies.

Art. 47-3 - Les sommes à caractère alimentaire mises à disposition du titulaire du compte en application des articles 45 et 46 viennent en déduction du montant des créances insaisissables dont le versement pourrait ultérieurement soit être demandé par le titulaire du compte en application des articles 47 et 47-1, soit obtenu par celui-ci en application de l'article 43.

Les sommes insaisissables mises à disposition du titulaire du compte en application des articles 45, 47, ou 47-1 viennent en déduction du montant dont le versement pourrait être demandé ultérieurement en application de l'article 46.

Art. 47-4 - Sans préjudice des sanctions pénales éventuellement encourues, le titulaire du compte qui se ferait remettre, dans le mois suivant la saisie, un montant supérieur à celui qui peut être mis à sa disposition en application des articles qui précèdent peut être condamné, à la demande du créancier, à restituer les sommes indûment perçues et à des dommages et intérêts.

Art. 48 - Lorsqu'un compte, même joint, alimenté par les gains et salaires d'un époux commun en biens, fait l'objet d'une mesure d'exécution forcée ou d'une saisie conservatoire pour le paiement ou la garantie d'une créance née du chef du conjoint, il est laissé immédiatement à la disposition de l'époux commun en biens une somme équivalant, à son choix, au montant des gains et salaires versés au cours du mois précédant la saisie ou au montant moyen mensuel des gains et salaires versés dans les douze mois précédant la saisie.

Art. 49 - Les dispositions du deuxième alinéa de l'article 47 sont applicables. A tout moment, le juge de l'exécution peut être saisi par le conjoint de celui qui a formé la demande. A tout moment, le juge peut être saisi par le conjoint de celui qui a formé la demande.